

Date de dépôt: 12 mars 2007

Messagerie

Rapport

de la Commission des affaires sociales chargée d'étudier :

- a) PL 9676-B** **Projet de loi du Conseil d'Etat sur l'aide sociale individuelle (J 4 04)**
- b) P 1573-B** **Pétition : CASI : impossible**

RAPPORT DE LA MAJORITÉ

Rapport de M^{me} Christiane Favre

Mesdames et
Messieurs les députés,

Dans sa séance du 22 février 2007, le Grand Conseil a renvoyé le PL 9676-A à la Commission des affaires sociales afin qu'elle puisse traiter d'un amendement déposé lors du débat.

La commission s'est réunie à cet effet le 6 mars 2007. Présidée par M. Pierre Weiss, la séance s'est déroulée en présence de M. François Longchamp, conseiller d'Etat en charge du Département de la solidarité et de l'emploi et de M^{me} Anja Wyden, directrice de l'Action sociale (DSE). Le procès-verbal a été tenu par M^{me} Mina-Claire Prigioni avec une célérité appréciée du rapporteur.

L'amendement déposé lors de la séance du Grand Conseil était le suivant :

Art. 21 Principe et calcul des prestations d'aide financière

² Font partie des besoins de base : (*nouvelle lettre*)

- e) pour les enfants mineurs, un abonnement annuel UNIRESO des Transports publics genevois, valable sur le territoire du canton**

Débat de la commission

Ainsi que présenté par l'un de ses auteurs, l'amendement fait suite aux difficultés relevées par les bénéficiaires de l'assistance publique après la mise en application des normes CSIAS. Il garantirait aux enfants en âge d'être scolarisés l'accès aux transports publics. Ces arguments sont complétés par un député qui relève que les normes CSIAS ont engendré une baisse des prestations d'assistance pour le canton de Genève et l'ensemble de la Suisse.

Cette affirmation est relativisée par M. Longchamp. Il est en effet faux de penser que les normes CSIAS, entrées en vigueur dans le canton de Genève il y a quatorze mois, ont pour volonté ou pour effet de diminuer les prestations d'aide sociale. Si le contraire peut aussi se constater, il est des cas de figure où les bénéficiaires se retrouvent en situation plus avantageuses qu'auparavant. Ces normes ont pour but de mettre en place un système plus actif, notamment par le biais des franchises sur le revenu ou du supplément d'intégration. La situation engendrée par l'application des normes CSIAS n'est donc pas monolithique.

En ce qui concerne plus directement l'amendement, il faut rappeler que les directives relatives à l'école primaire exigent que les enfants puissent se rendre dans les établissements scolaires à pied, en quinze minutes environ. Les écoliers n'ont donc pas besoin des transports publics.

Au cycle d'orientation, bien que les élèves soient généralement scolarisés dans l'établissement le plus proche de leur lieu d'habitation, il se peut que certains enfants soient en situation de prendre le bus pour s'y rendre.

S'il est accessoirement relevé par un député que Genève est un canton ville où les distances, généralement courtes, permettent de faire bien des parcours à vélo, on peut aussi rappeler que le forfait versé selon les normes CSIAS aux bénéficiaires de l'aide sociale couvre notamment la nourriture, les vêtements, la consommation d'énergie, l'entretien courant du ménage, les communications à distance, les loisirs, la formation et les frais de transport, y compris un abonnement demi-tarif. Avec cet amendement, Genève serait donc le seul canton à procéder différemment en ajoutant une mesure supplémentaire pour les frais de transport.

Notons enfin que les directives d'assistance prévoient des suppléments d'intégration, accordés en fonction de la situation personnelle. Les familles au bénéfice de l'aide sociale ayant des enfants de quinze à dix-huit ans reçoivent ainsi un montant supplémentaire de deux cents francs par mois, justifié par les coûts d'entretien plus élevés des mineurs de cette tranche d'âge. Ce montant permet donc de couvrir l'achat d'un abonnement des TPG qui s'élève à quatre cent cinquante francs par an pour les usagers de moins de vingt-cinq ans.

Si, malgré cela et malgré le forfait d'entretien des normes CSIAS qui comprend le transport, les signataires devaient persévérer dans leur souhait, il apparaîtrait donc plus judicieux d'orienter l'amendement de manière à ce qu'il ne prévoit pas un abonnement TPG de manière indistincte, sans tenir compte des situations particulières, à tous les enfants des familles au bénéfice de l'aide sociale. Appliquée sans distinction, cette disposition aurait en effet un coût évalué à 1 377 000 francs.

Afin qu'ils puissent juger précisément des montants en jeu, un document, établi par l'Hospice général et joint en annexe, est d'ailleurs présenté par le département aux commissaires. Ce tableau précise le nombre d'enfants qui sont, soit au bénéfice de l'assistance publique, soit à celui du Revenu minimum cantonal d'aide sociale (RMCAS). En excluant ceux de moins de six ans pour qui les transports publics sont gratuits, il reste encore trois mille enfants concernés par l'amendement.

Relevant qu'un abonnement des transports publics n'est pas seulement nécessaire pour effectuer les trajets scolaires, mais encore ceux qui concernent d'autres activités, un député (S) se montre toutefois favorable à l'alignement de l'aide accordée pour cet abonnement sur celle qui se pratique en faveur des bénéficiaires des aides de l'OCPA et propose le sous-amendement suivant :

Art. 25 Prestations à caractère incitatif et autres prestations circonstanciées

¹ Peuvent être accordées aux personnes qui, en application des articles 21 à 24 de la présente loi ont droit à des prestations d'aide financière, les prestations suivantes : *(nouvelle lettre)*

- b) pour les enfants dès l'entrée au cycle d'orientation, un abonnement annuel Unireso, aux mêmes conditions que les bénéficiaires des prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse et survivants, et à l'assurance-invalidité**
- c) les autres prestations circonstanciées.

Le Président constate que cette deuxième proposition ne tient pas compte de la remarque précédemment formulée quant à la nécessité de circonscrire la mesure aux élèves du cycle d'orientation résidant à plus de quinze minutes à pied, soit un kilomètre et demi, de l'établissement scolaire où ils sont admis.

Tel que sous-amendé, l'amendement est mis aux voix :

Vote : Pour :	6 (2 S, 2 V, 2 PDC)
Contre :	8 (2 R, 3 L, 2 UDC, 1 MCG)
Abstentions :	–

L'amendement est refusé

Afin de permettre aux commissaires de confirmer ou d'infirmer leur décision finale sur le projet de loi non amendé, le PL 9676 est mis aux voix dans son ensemble :

Vote : Pour :	8 (2 R, 2 PDC, 3 L, 1 MCG)
Contre :	3 (2 S, 1 UDC)
Abstentions :	3 (2 V, 1 UDC)

Le PL 9676 est accepté dans son ensemble

Au bénéfice de ces explications, la majorité de la commission vous recommande, Mesdames et Messieurs les députés, de refuser cet amendement et d'accepter le PL 9676.

Annexe :

Tableau de l'Hospice général relevant le nombre d'enfants aidés dans les dossiers financiers au 31.12.2006

Décision de la commission sur la P 1573

La pétition concerne le CASI, un dispositif du projet de loi 9676 qui a été longuement évoqué dans le cadre des débats de la commission sur le projet de loi et lors de certaines auditions.

Dès lors, et même si certains de ses membres peinent à comprendre la pertinence de cette pétition, la commission considère que les inquiétudes des pétitionnaires seront relayées par le rapport de ses travaux sur le projet de loi.

La destination qui sera recommandée pour cette pétition est mise aux voix

Pour le renvoi au Conseil d'Etat:	1 (S).
Pour le dépôt sur le bureau du GC :	8 (2 S, 2 Ve, 1 R, 2 PDC, 1 L).
Pour le classement:	6 (1 MCG, 2 UDC, 2 L, 1 R)

La majorité de la commission recommande le dépôt de la pétition 1573 sur le bureau du Grand Conseil.

Projet de loi (9676)

sur l'aide sociale individuelle (J 4 04)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève,
vu les articles 12 et 115 de la constitution fédérale, du 18 avril 1999;
vu la loi fédérale sur la compétence en matière d'assistance des personnes dans le besoin (loi fédérale en matière d'assistance), du 24 juin 1977;
vu la loi fédérale sur l'assistance des Suisses de l'étranger, du 21 mars 1973;
vu les articles 168 à 170B de la constitution de la République et canton de Genève, du 24 mai 1847;
vu l'article 3, alinéa 2, lettre b, de la loi sur les centres d'action sociale et de santé (LCASS), du 21 septembre 2001,
décrète ce qui suit :

Titre I Dispositions générales

Art. 1 Buts

¹ La présente loi a pour but de prévenir l'exclusion sociale et d'aider les personnes qui en souffrent à se réinsérer dans un environnement social et professionnel.

² A ces titres, elle vise à soutenir les efforts des bénéficiaires de la loi à se réinsérer sur le marché du travail et dans la vie sociale en général. Elle vise aussi à garantir à ceux qui se trouvent dans la détresse matérielle et morale des conditions d'existence conformes à la dignité humaine.

³ Garant de la cohésion sociale, l'Etat s'engage à réaliser ces objectifs sociaux. Dans l'élaboration et la mise en œuvre des mesures requises, il veille notamment à ce que les ressources de la personne, celles de son entourage et de la communauté soient mobilisées et s'assure que les organes d'exécution de la présente loi développent et renforcent une collaboration interinstitutionnelle.

⁴ La prestation d'aide financière a pour objectif la réinsertion sociale et économique des bénéficiaires.

Art. 2 Prestations

Les prestations de l'aide sociale individuelle sont les suivantes :

- a) accompagnement social;
- b) prestations financières.

Art. 3 Organes d'exécution

¹ L'Hospice général est l'organe d'exécution de la présente loi sous la surveillance du département de la solidarité et de l'emploi (ci-après : le département).

² L'office cantonal des personnes âgées (OCPA) gère et verse, pour le compte de l'Hospice général, les prestations d'aide sociale pour les personnes en âge AVS ou au bénéfice d'une rente AI qui séjournent durablement dans un établissement médico-social ou dans un établissement accueillant des personnes handicapées. Les modalités de la gestion et les conditions spécifiques de l'aide financière font l'objet d'un règlement du Conseil d'Etat.

³ Le département peut désigner d'autres organes d'exécution.

Art. 4 Collaboration interinstitutionnelle

¹ L'Hospice général collabore avec d'autres organismes publics et privés pour atteindre les buts de la présente loi.

² A cet effet, il établit des conventions de collaboration avec les différents services publics concernés, lesquelles règlent notamment la clarification des compétences et la coordination entre services, dans le cadre des dispositions légales et réglementaires.

³ L'Hospice général peut établir un contrat de prestations avec des organismes privés, dans le cadre des dispositions légales et réglementaires.

Titre II Prestations

Chapitre I Accompagnement social

Art. 5 Principes

¹ Peuvent bénéficier d'un accompagnement social toutes les personnes majeures qui le demandent.

² L'accompagnement social comprend notamment la prévention, l'information sociale, l'orientation et le conseil.

Art. 6 **Forme particulière**

L'accompagnement social peut également porter, exclusivement, sur une aide à la gestion de revenus périodiques. Le bénéficiaire est alors tenu de signer un mandat de gestion. Le Conseil d'Etat fixe, par règlement, les modalités d'exécution.

Art. 7 **Collaboration du bénéficiaire**

L'accompagnement social implique la collaboration active du bénéficiaire. Ce dernier doit en particulier donner à l'Hospice général toute information et tout document utile à cet accompagnement. Le refus de collaborer peut donner lieu à un arrêt de l'accompagnement social.

Chapitre II **Aide financière**

Section 1 **Dispositions générales**

Art. 8 **Principes**

¹ La personne majeure qui n'est pas en mesure de subvenir à son entretien ou à celui des membres de la famille dont il a la charge a droit à des prestations d'aide financière.

² Ces prestations ne sont pas remboursables, sous réserve des articles 12, alinéa 2, et 36 à 41 de la présente loi.

³ Elles sont incessibles et insaisissables.

⁴ L'octroi de prestations d'aide financière ne peut être dissocié de l'accompagnement social.

Art. 9 **Subsidiarité**

¹ Les prestations d'aide financière versées en vertu de la présente loi sont subsidiaires à toute autre source de revenu, aux prestations découlant du droit de la famille ou de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, du 18 juin 2004, ainsi qu'à toute autre prestation à laquelle le bénéficiaire et les membres du groupe familial ont droit, en particulier aux prestations d'assurances sociales fédérales et cantonales, et aux prestations communales, à l'exception des prestations occasionnelles.

² Le bénéficiaire et les membres du groupe familial doivent faire valoir sans délai leurs droits auxquels l'aide financière est subsidiaire et doivent mettre tout en œuvre pour améliorer leur situation sociale et financière.

³ Exceptionnellement, les prestations d'aide financière peuvent être accordées :

- a) à titre d'avance sur prestations sociales ou d'assurances sociales;
- b) dans l'attente, notamment, de la liquidation d'une succession, du versement d'un capital pour cause de décès par la prévoyance professionnelle ou par une assurance-vie;
- c) dans l'attente de la liquidation du régime matrimonial ou du régime des biens des partenaires enregistrés.

Art. 10 Subrogation

¹ L'Hospice général est légalement subrogé aux droits du créancier :

- a) de la dette alimentaire instituée par l'article 328 du code civil suisse, conformément à son article 329;
- b) de l'obligation d'entretien des père et mère prévue par les articles 276 et 277 du code civil suisse, conformément à son article 289.

² L'Hospice général fixe au débiteur le montant de sa participation selon l'article 328 du code civil suisse, respectivement selon les articles 276 et 277 du code civil suisse.

³ Si le débiteur refuse le montant fixé par l'Hospice général ou s'il refuse de s'acquitter de celui-ci, l'Hospice général est habilité à saisir les tribunaux.

Section 2 Bénéficiaires

Art. 11 Principes

¹ Ont droit à des prestations d'aide financière prévues par la présente loi les personnes qui :

- a) ont leur domicile et leur résidence effective sur le territoire de la République et canton de Genève,
- b) ne sont pas en mesure de subvenir à leur entretien et
- c) répondent aux autres conditions de la présente loi.

² L'aide financière accordée aux requérants d'asile est régie par les dispositions d'application de la loi fédérale sur l'asile.

³ Le Conseil d'Etat fixe par règlement les conditions d'une aide financière exceptionnelle, qui peut être inférieure à l'aide financière ordinaire et/ou limitée dans le temps, en faveur des catégories de personnes suivantes qui n'ont pas droit aux prestations ordinaires prévues par l'article 2, lettre b, de la présente loi :

- a) les étudiants et les personnes en formation;
- b) les jeunes adultes sans formation, âgés entre 18 et 25 ans révolus, lorsqu'ils ne suivent aucune formation;

- c) les personnes qui ont le droit de se rendre à Genève pour y chercher un emploi et celles qui ont le droit d'y rester après la fin d'un emploi d'une durée inférieure à une année en vertu de l'Accord entre la Confédération suisse, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres d'autre part, sur la libre circulation des personnes ainsi que de la convention instituant l'Association européenne de libre échange;
- d) les personnes exerçant une activité lucrative indépendante;
- e) les personnes étrangères sans autorisation de séjour;
- f) les personnes de passage.

Art. 12 Cas exceptionnels

Personnes séjournant en établissement

¹ Les personnes majeures qui séjournent dans un établissement reconnu par l'Hospice général en dehors de ceux visés par l'article 3, alinéa 2, de la présente loi, ainsi que les mineurs séjournant dans une famille d'accueil ou dans un établissement spécialisé peuvent également bénéficier d'une aide financière de l'Hospice général. Le Conseil d'Etat fixe les modalités par règlement.

Biens immobiliers

² Exceptionnellement, une aide financière peut être accordée à une personne propriétaire d'un bien immobilier, si ce bien lui sert de demeure permanente. Dans ce cas, l'aide financière accordée est remboursable. L'immeuble peut être grevé d'une hypothèque au profit de l'Hospice général.

³ Il est accordé à l'Hospice général en garantie du remboursement des prestations accordées une hypothèque légale qui, en application de l'article 836 du code civil, doit être inscrite au registre foncier ; l'intéressé en est informé préalablement.

⁴ Peuvent être grevés de cette hypothèque les immeubles inscrits au registre foncier au nom de l'intéressé ou au nom de son conjoint ou partenaire enregistré vivant en ménage commun avec lui.

⁵ Cette hypothèque prend rang après celles qui sont inscrites antérieurement ; elle profite des cases libres.

⁶ Conformément à l'article 807 du code civil, l'inscription d'une hypothèque rend la dette d'assistance imprescriptible.

Art. 13 Unité économique de référence

¹ Les prestations d'aide financière sont accordées au demandeur et au groupe familial dont il fait partie.

² Le groupe familial est composé du demandeur, de son conjoint, concubin ou partenaire enregistré vivant en ménage commun avec lui, et de leurs enfants à charge.

³ Les enfants à charge sont les enfants mineurs ainsi que les enfants majeurs jusqu'à l'âge de 25 ans révolus pour autant qu'ils soient en formation ou suivent des études régulières et qu'ils fassent ménage commun avec le demandeur. Les enfants qui sont momentanément absents du domicile du demandeur pour raisons d'études ou de formation, sont considérés comme faisant ménage commun avec celui-ci.

⁴ Sont des concubins au sens de la présente loi les personnes qui vivent en union libre, indépendamment de la durée de leur union et du fait qu'ils aient un enfant commun.

Section 3 Contrat d'aide sociale individuel (CASI)**Art. 14 Principes**

¹ En contrepartie des prestations d'aide financière auxquelles il a droit et des mesures d'intégration sociale ou d'insertion professionnelle mises en place, le bénéficiaire s'engage à participer activement à l'amélioration de sa situation. Cet engagement prend la forme d'un contrat.

² Cette disposition ne s'applique pas aux personnes visées par l'article 3, alinéa 2, de la présente loi, à savoir les personnes en âge AVS ou au bénéfice d'une rente AI qui séjournent durablement dans un établissement médico-social ou dans un établissement accueillant des personnes handicapées.

Art. 15 Objectifs du contrat

Le contrat d'aide sociale individuel poursuit un ou plusieurs des objectifs suivants :

- a) restauration de la dignité de la personne, soit l'acquisition d'un savoir être et d'un savoir-faire de base destiné à rendre la vie quotidienne la moins problématique possible;
- b) socialisation de la personne, soit la reprise de contact progressive avec la vie sociale ;

- c) insertion socioprofessionnelle, soit l'exercice d'une activité d'utilité sociale, culturelle ou environnementale, ou l'acquisition d'une formation en vue d'une insertion professionnelle;
- d) amélioration de la situation matérielle lorsque la personne réalise des revenus insuffisants.

Art. 16 Forme du contrat

¹ Le contrat d'aide sociale individuel fait l'objet d'un document écrit, qui est signé par le bénéficiaire et l'Hospice général.

² Chaque membre majeur du groupe familial doit signer un contrat d'aide sociale individuel.

Art. 17 Délai

¹ En principe, le contrat d'aide sociale individuel est signé dans un délai de 3 mois suivant le dépôt de la demande au sens de l'article 31 de la présente loi.

² Pendant cette période, une aide financière provisoire est accordée conformément à l'article 28, alinéa 3, de la présente loi.

Art. 18 Contenu du contrat

¹ Le contrat d'aide sociale individuel contient :

- a) le projet, ainsi que les objectifs à atteindre pour le réaliser;
- b) les délais dans lesquels ces objectifs doivent être atteints;
- c) les moyens à mettre en œuvre à cet effet, en précisant à qui ils incombent.

² Une évaluation doit être effectuée :

- a) à l'échéance des délais fixés à l'alinéa 1, lettre b, du présent article; ou
- b) six mois au plus tard après le dépôt de la demande au sens de l'article 31 de la présente loi, si les délais fixés à l'alinéa 1, lettre b, du présent article, dépassent cette durée.

³ Le contrat est réadapté en fonction de l'évolution de la situation, et doit tenir compte des objectifs atteints.

Art. 19 Mesures d'intégration sociale et d'insertion professionnelle

¹ Le bénéficiaire de l'aide sociale bénéficie des mesures d'intégration sociale et/ou d'insertion professionnelle mises en place par l'Etat dans le cadre des dispositifs prévus par la loi en matière de chômage.

² En lien avec les dispositions légales en matière de formation et de chômage, il s'agit notamment de chercher à renforcer les compétences du bénéficiaire par l'octroi de mesures d'emploi, de formation et de soutien à la réinsertion.

³ La situation personnelle de l'intéressé détermine les mesures à mettre en œuvre.

⁴ Le présent article ne consacre toutefois pas un droit pour le bénéficiaire d'obtenir une mesure déterminée.

Art. 20 Collaboration du bénéficiaire

Le bénéficiaire de prestations d'aide financière est tenu de participer activement aux mesures le concernant. Il doit, en particulier, s'engager contractuellement au sens des dispositions précédentes. S'il refuse de signer le contrat d'aide sociale individuel que lui propose l'Hospice général, ou s'il n'en respecte pas la teneur en l'absence de justes motifs, il s'expose aux sanctions prévues à l'article 35, alinéa 1, lettre e, de la présente loi.

Section 4 Conditions et mode de calcul des prestations d'aide financière

Art. 21 Principe et calcul des prestations d'aide financière

¹ Ont droit aux prestations d'aide financière les personnes dont le revenu mensuel déterminant n'atteint pas le montant destiné à la couverture des besoins de base et dont la fortune ne dépasse pas les limites fixées par règlement du Conseil d'Etat.

² Font partie des besoins de base :

- a) le forfait pour l'entretien fixé par règlement du Conseil d'Etat;
- b) le loyer ainsi que les charges ou, si le demandeur est propriétaire de sa demeure permanente, les intérêts hypothécaires, dans les limites fixées par règlement du Conseil d'Etat;
- c) la prime d'assurance-maladie obligatoire des soins mais au maximum le montant correspondant à la prime moyenne cantonale fixée par le Département fédéral de l'intérieur, sous réserve des exceptions temporaires prévues par règlement du Conseil d'Etat pour les nouvelles personnes présentant une demande d'aide sociale et dont la prime d'assurance-maladie obligatoire dépasse la prime moyenne cantonale;
- d) les prestations circonstanciées destinées à prendre en charge d'autres frais, définies par règlement du Conseil d'Etat.

³ Le Conseil d'Etat peut indexer les prestations d'aide financière selon l'évolution des barèmes intercantonaux.

Art. 22 Revenus pris en compte

¹ Sont pris en compte les revenus et les déductions sur le revenu prévus aux articles 4 et 5 de la loi sur le revenu déterminant le droit aux prestations sociales cantonales, du 19 mai 2005, sous réserve des éléments suivants, qui ne font pas partie du revenu pris en compte :

- a) les allocations de naissance;
- b) les prestations pour impotence versées par l'assurance-vieillesse et survivants, l'assurance-invalidité, l'assurance-accidents, l'assurance militaire;
- c) les prestations ponctuelles provenant de personnes, d'institutions publiques ou d'institutions privées ayant manifestement le caractère d'aide occasionnelle;
- d) les versements pour tort moral dans les limites fixées par règlement du Conseil d'Etat;
- e) le 50 % du produit de l'exercice d'une activité lucrative du mineur, membre du groupe familial.

² Sont assimilées aux ressources de l'intéressé celles des membres du groupe familial.

Art. 23 Fortune prise en compte

¹ Sont prises en compte la fortune et les déductions sur la fortune prévues aux articles 6 et 7 de la loi sur le revenu déterminant le droit aux prestations sociales cantonales, du 19 mai 2005.

² Est assimilée à la fortune de l'intéressé celle des membres du groupe familial.

³ Les biens grevés d'un usufruit ne sont pas considérés comme fortune ni pour le propriétaire, ni pour le nu-propriétaire.

⁴ Le Conseil d'Etat fixe par règlement les limites de fortune permettant de bénéficier des prestations d'aide financière.

Art. 24 Calcul du revenu déterminant

Le revenu déterminant le droit aux prestations d'aide financière est égal au revenu calculé en application de l'article 22 de la présente loi, augmenté d'un quinzième de la fortune calculée en application de l'article 23 de la présente loi.

Art. 25 Prestations à caractère incitatif et autres prestations circonstanciées

¹ Peuvent être accordées aux personnes qui, en application des articles 21 à 24 de la présente loi ont droit à des prestations d'aide financière, les prestations suivantes :

a) des prestations à caractère incitatif, soit :

1° les suppléments d'intégration;

2° une franchise sur le revenu provenant d'une activité lucrative, qui varie en fonction du taux d'activité;

b) les autres prestations circonstanciées.

² Le Conseil d'Etat définit par règlement ces prestations et fixe leurs conditions d'octroi.

Art. 26 Calcul de la prestation en cas de vie commune ou de cohabitation

¹ La prestation due à une personne qui vit en ménage commun avec un ascendant ou un descendant est calculée selon les dispositions sur la communauté de majeurs prévue par règlement du Conseil d'Etat.

² La prestation due à une personne qui habite avec une autre, sans constituer avec elle un couple de concubins ou lié par un partenariat enregistré, ou former ménage commun au sens de l'alinéa 1, du présent article, est calculée selon les dispositions sur la cohabitation prévues par règlement du Conseil d'Etat.

Art. 27 Périodes et dates de référence

¹ Pour la fixation des prestations sont déterminantes :

a) les ressources du mois en cours ;

b) la fortune au 31 décembre de l'année précédant celle pour laquelle la prestation est demandée.

² En cas de modification notable de la fortune du bénéficiaire, la prestation est fixée conformément à la situation nouvelle.

Art. 28 Début et fin des prestations

¹ Le droit aux prestations d'aide financière naît dès que les conditions de la présente loi sont remplies, mais au plus tôt le 1^{er} jour du mois du dépôt de la demande.

² Le droit aux prestations d'aide financière s'éteint à la fin du mois où l'une des conditions dont il dépend n'est plus remplie.

³ L'aide financière provisoire, qui peut être accordée en attendant que toutes les conditions de la présente loi soient remplies, est fixée par règlement du Conseil d'Etat. En principe, cette aide ne dure pas plus de trois mois.

Section 5 Versement des prestations d'aide financière

Art. 29 Paiements à un tiers

¹ Pour garantir un usage conforme à leur but, l'Hospice général peut payer le loyer en mains du bailleur et la prime d'assurance-maladie obligatoire en mains de l'assureur.

² Lorsque le bénéficiaire n'emploie pas les prestations d'aide financière pour son entretien et pour celui des personnes dont il a la charge, ou s'il est prouvé qu'il n'est pas capable de les affecter à ce but, l'Hospice général verse les prestations à un tiers qualifié ayant envers le bénéficiaire un devoir d'assistance ou s'occupant de ses affaires en permanence.

³ Les prestations versées à un tiers ne peuvent être compensées avec des créances à l'égard du bénéficiaire. Elles doivent être utilisées exclusivement pour l'entretien du bénéficiaire et des personnes dont il a la charge.

⁴ Le tiers qui reçoit les prestations d'aide financière doit faire rapport sur leur emploi à l'Hospice général.

⁵ Le conjoint ou le partenaire enregistré est assimilé à un tiers.

Art. 30 Compensation

L'Hospice général peut compenser les sommes dues par le bénéficiaire avec des prestations d'aide financière échues qu'il est tenu de verser au sens de la présente loi, pour autant que le minimum vital du bénéficiaire, calculé selon les normes d'insaisissabilité de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et faillite (LP), du 11 avril 1889, soit respecté.

Section 6 Procédure et renseignements

Art. 31 Demande

Les prestations d'aide financière prévues par la présente loi doivent faire l'objet d'une demande écrite de l'intéressé ou de son représentant légal, adressée à l'Hospice général.

Art. 32 Collaboration du demandeur

¹ Le demandeur ou son représentant légal doit fournir gratuitement tous les renseignements nécessaires pour établir son droit et fixer le montant des prestations d'aide financière.

² Il doit autoriser l'Hospice général à prendre des informations à son sujet qui sont nécessaires pour déterminer son droit. En particulier, il doit lever le secret bancaire et fiscal à la demande de l'Hospice général.

³ Il doit se soumettre à une enquête de l'Hospice général lorsque celui-ci le demande.

⁴ Ces obligations valent pour tous les membres du groupe familial.

Art. 33 Information obligatoire en cas de modification des circonstances

¹ Le bénéficiaire ou son représentant légal doit immédiatement déclarer à l'Hospice général tout fait nouveau de nature à entraîner la modification du montant des prestations d'aide financière qui lui sont allouées ou leur suppression.

² En outre, il doit signaler immédiatement à l'Hospice général les droits qui peuvent lui échoir, notamment par une part de succession, même non liquidée. La même obligation s'applique à tous les legs ou donations.

³ Ces obligations valent pour tous les membres du groupe familial.

Art. 34 Examen médical

L'Hospice général peut demander au bénéficiaire de se soumettre à l'examen de son médecin-conseil lorsqu'il est en incapacité de travail et que l'Hospice général ne peut, sur la base des données médicales en sa possession, se déterminer sur l'ouverture ou le maintien du droit aux prestations d'aide sociale.

Section 7 Réduction, refus, suspension et suppression des prestations d'aide financière**Art. 35 Réduction, refus, suspension et suppression des prestations d'aide financière**

¹ Les prestations d'aide financière peuvent être réduites, suspendues, refusées ou supprimées dans les cas suivants :

- a) le bénéficiaire ne répond pas ou cesse de répondre aux conditions de la présente loi;

- b) le bénéficiaire renonce à faire valoir des droits auxquels les prestations d'aide financière sont subsidiaires (article 9, alinéa 2, de la présente loi);
- c) le bénéficiaire, intentionnellement, ne s'acquitte pas de son obligation de collaborer telle que prescrite par l'article 32 de la présente loi;
- d) le bénéficiaire refuse de donner les informations requises (articles 7 et 32 de la présente loi), donne des indications fausses ou incomplètes ou cache des informations utiles;
- e) le bénéficiaire ne veut pas s'engager dans un contrat d'aide sociale individuel (article 20 de la présente loi) ou n'en respecte pas intentionnellement les conditions;
- f) le bénéficiaire refuse de rembourser à l'Hospice général des prestations sociales ou d'assurances sociales constituant des revenus au sens de l'article 22, perçues avec effet rétroactif, et qui concernent une période durant laquelle il bénéficiait des prestations d'aide financière.

² En cas de réduction, suspension, refus ou suppression des prestations d'aide financière, l'Hospice général rend une décision écrite et motivée, indiquant les voies de droit.

³ Les décisions de réduction sont rendues pour une durée déterminée à l'échéance de laquelle la situation est réexaminée.

⁴ Le Conseil d'Etat précise, par règlement, les taux de réduction applicables. Dans tous les cas, le bénéficiaire doit disposer d'un montant correspondant à l'aide financière versée aux étrangers non titulaires d'une autorisation de séjour régulière.

Section 8 Remboursement et remise des prestations d'aide financière

Art. 36 Prestations perçues indûment

¹ Est considérée comme étant perçue indûment toute prestation qui a été touchée sans droit.

² Par décision écrite, l'Hospice général réclame au bénéficiaire, à sa succession ou à ses héritiers qui l'ont acceptée, le remboursement de toute prestation d'aide financière perçue indûment par la suite de la négligence ou de la faute du bénéficiaire.

³ Le remboursement des prestations indûment touchées peut être réclamé si le bénéficiaire, sans avoir commis de faute ou de négligence, n'est pas de bonne foi.

⁴ Les héritiers sont solidairement responsables, mais seulement à concurrence du montant de la succession.

⁵ L'action en restitution se prescrit par 5 ans, à partir du jour où l'Hospice général a eu connaissance du fait qui ouvre le droit au remboursement. Le droit au remboursement s'éteint au plus tard 10 ans après la survenance du fait.

⁶ Si la restitution de l'indu donne lieu à compensation, le minimum vital du bénéficiaire, calculé selon les normes d'insaisissabilité de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et faillites (LP), du 11 avril 1889, doit être respecté.

Art. 37 Prestations versées à titre d'avances sur des prestations sociales ou d'assurances sociales et prestations touchées à titre rétroactif en dehors d'une avance

¹ Si les prestations d'aide financière prévues par la présente loi ont été accordées à titre d'avances, dans l'attente de prestations sociales ou d'assurances sociales, les prestations d'aide financière sont remboursables, à concurrence du montant versé par l'Hospice général durant la période d'attente, dès l'octroi desdites prestations sociales ou d'assurances sociales.

² L'Hospice général demande au fournisseur de prestations que les arriérés de prestations afférents à la période d'attente soient versés en ses mains jusqu'à concurrence des prestations d'aide financière fournies durant la même période.

³ Il en va de même lorsque des prestations sociales ou d'assurances sociales sont versées au bénéficiaire avec effet rétroactif pour une période durant laquelle il a perçu des prestations d'aide financière.

⁴ L'action en restitution se prescrit par 5 ans, à partir du jour où l'Hospice général a eu connaissance du fait qui ouvre le droit au remboursement. Le droit au remboursement s'éteint au plus tard 10 ans après la survenance du fait.

Art. 38 Prestations versées à titre d'avances successorales, dans l'attente d'un capital pour cause de décès, de la liquidation du régime matrimonial ou du régime des biens des partenaires enregistrés

¹ Si les prestations d'aide financière prévues par la présente loi ont été accordées dans l'attente de la liquidation d'une succession, du versement d'un capital pour cause de décès par la prévoyance professionnelle ou par une assurance-vie, les prestations d'aide financière sont remboursables.

² L'Hospice général demande au bénéficiaire le remboursement des prestations d'aide financière accordées depuis l'ouverture de la succession, dès qu'il peut disposer de sa part dans la succession ou du capital provenant de la prévoyance professionnelle ou d'une assurance-vie.

³ La présente disposition s'applique également aux prestations accordées dans l'attente de la liquidation du régime matrimonial ou du régime des biens des partenaires enregistrés. Dans ce cas, l'Hospice général demande le remboursement des prestations d'aide financière accordées depuis l'ouverture de l'action en liquidation du régime, dès que le bénéficiaire peut disposer de sa part de liquidation.

⁴ L'action en restitution se prescrit par 5 ans, à partir du jour où l'Hospice général a eu connaissance du fait qui ouvre le droit au remboursement. Le droit au remboursement s'éteint au plus tard 10 ans après la survenance du fait.

Art. 39 Prestations versées à un propriétaire d'un bien immobilier

¹ Les prestations d'aide financière accordées à un propriétaire d'un bien immobilier en vertu de l'article 12, alinéa 2, sont remboursables.

² L'Hospice général demande le remboursement de ces prestations dès que le bénéficiaire ne remplit plus les conditions de l'article 8, alinéa 1.

³ L'action en restitution se prescrit par 5 ans, à partir du jour où l'Hospice général a eu connaissance du fait qui ouvre le droit au remboursement. Le droit au remboursement s'éteint au plus tard 10 ans après la survenance du fait.

Art. 40 Dessaisissement et gains extraordinaires

¹ Si des prestations d'aide financière prévues par la présente loi ont été accordées alors que le bénéficiaire s'est dessaisi de ses ressources ou de parts de fortunes, les prestations d'aide financière sont remboursables.

² Il en est de même lorsque le bénéficiaire est entré en possession d'une fortune importante, a reçu un don, réalisé un gain de loterie ou d'autres revenus extraordinaires ne provenant pas de son travail, ou encore lorsque l'équité l'exige pour d'autres raisons.

³ L'action en restitution se prescrit par 5 ans, à partir du jour où l'Hospice général a eu connaissance du fait qui ouvre le droit au remboursement. Le droit au remboursement s'éteint au plus tard 10 ans après la survenance du fait.

Art. 41 Obligations des héritiers

¹ Lorsqu'une personne décède alors qu'elle est au bénéfice des prestations d'aide financière prévue par la présente loi, ses héritiers doivent rembourser les prestations dont a bénéficié le défunt à concurrence de l'actif net recueilli, avant calcul des droits de succession.

² Le droit de demander le remboursement se prescrit par 10 ans à partir du dernier versement de prestations d'aide financière octroyée par l'Hospice général.

Art. 42 Remise

¹ Le bénéficiaire qui était de bonne foi n'est tenu au remboursement, total ou partiel, que dans la mesure où il ne serait pas mis, de ce fait, dans une situation difficile.

² Dans ce cas, il doit formuler par écrit une demande de remise dans un délai de 30 jours dès la notification de la demande de remboursement. Cette demande de remise est adressée à l'Hospice général.

Chapitre III Prestations d'aide d'urgence accordées aux personnes qui, en application de la législation fédérale sur l'asile sont frappées d'une décision de renvoi exécutoire et auxquelles un délai de départ a été imparti

Art. 43 Principe

Les personnes qui, en application de la législation fédérale sur l'asile, sont frappées d'une décision de renvoi exécutoire et auxquelles un délai de départ a été imparti, ont droit aux prestations d'aide d'urgence en application de l'article 12 de la Constitution fédérale, lorsqu'elles se trouvent dans une situation de détresse et ne sont pas en mesure de subvenir à leurs besoins vitaux par leurs propres moyens.

Art. 44 Prestations d'aide d'urgence

¹ Les prestations d'aide d'urgence sont, en principe et en tenant compte des situations personnelles notamment de la durée du séjour et du comportement, fournies en nature. Elles comprennent :

- a) le logement dans un lieu d'hébergement collectif;
- b) la nourriture;
- c) la mise à disposition de vêtements et d'articles d'hygiène de base;
- d) les soins de santé indispensables;
- e) l'octroi, en cas de besoin établi, d'autres prestations de première nécessité.

² Le règlement d'exécution précise la nature et l'étendue des prestations d'aide d'urgence.

Art. 45 Subsidiarité des prestations et procédure

¹ Les prestations d'aide d'urgence sont subsidiaires à toute autre prestation ou source de revenu.

² Le demandeur doit collaborer à l'établissement des faits nécessaires au traitement de sa demande.

³ Le demandeur obtient l'aide d'urgence sur présentation d'un document de contrôle établi par l'office cantonal de la population attestant de son identité et de sa situation juridique. L'office cantonal est tenu d'établir ce document séance tenante, le cas échéant à titre provisoire.

⁴ Le règlement d'exécution fixe la procédure.

Art. 46 Information

Les organes d'application veillent à ce que les personnes concernées disposent de l'information sur l'obtention et la nature de ces prestations d'aide.

Art. 47 Décisions et voies de droit

Les décisions rendues en application des dispositions du présent chapitre sont écrites et motivées. Elles indiquent les voies de droit, sont notifiées sans délai et remises en mains propres du destinataire.

Titre III Procédure, voies de droit, dispositions pénales**Art. 48 Communication de données**

La communication de données personnelles pertinentes entre l'Hospice général et les différents services publics ou privés octroyant des prestations sociales est autorisée, y compris par voie électronique, lorsqu'elle est nécessaire à l'accomplissement des tâches prévues par la présente loi.

Art. 49 Entraide administrative

¹ Les autorités administratives et judiciaires, les employeurs et les organismes s'occupant du bénéficiaire et des membres du groupe familial fournissent gratuitement à l'Hospice général sur demande écrite et motivée, les renseignements qui lui sont nécessaires pour :

- a) fixer ou modifier des prestations;
- b) réclamer le remboursement de prestations;
- c) prévenir des versements indus.

² Dans la mesure où aucun intérêt prépondérant ne s'y oppose, l'Hospice général fournit, sur demande écrite et motivée, des renseignements aux organismes chargés d'appliquer les législations fédérale et cantonale en matière de sécurité sociale et d'aide sociale lorsqu'ils sont nécessaires pour :

- a) fixer ou modifier les prestations;
- b) réclamer le remboursement de prestations;
- c) prévenir des versements indus.

Art. 50 Décisions de l'Hospice général

Toute décision prise par l'Hospice général en application de la présente loi est écrite et motivée. Elle mentionne expressément dans quel délai, sous quelle forme et auprès de quelle autorité il peut être formé une opposition.

Art. 51 Opposition

¹ Les décisions peuvent faire l'objet d'une opposition écrite, adressée à la direction de l'Hospice général dans un délai de 30 jours à partir de leur notification.

² Les décisions sur opposition doivent être rendues dans un délai de 60 jours. Elles sont écrites et motivées. Elles mentionnent le délai de recours et l'autorité auprès de laquelle il peut être formé recours.

Art. 52 Recours

Les décisions sur opposition de la direction de l'Hospice général peuvent faire l'objet d'un recours au Tribunal administratif dans un délai de 30 jours à partir de leur notification.

Art. 53 Force exécutoire

Est assimilée à un jugement exécutoire au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, du 11 avril 1889, toute décision de l'Hospice général ou d'une autorité de recours quand elle n'est plus ou pas susceptible d'opposition ou de recours.

Art. 54 Contrôle

¹ L'Hospice général procède, par sondage ou au besoin, à des enquêtes sur la situation financière du demandeur et des membres du groupe familial qui demandent ou obtiennent des prestations d'aide financière prévues par la présente loi.

² Les membres du personnel de l'Hospice général chargés d'effectuer des enquêtes en lien avec l'octroi de prestations d'aide financière sont assermentés par le Conseil d'Etat conformément à la loi sur les prestations des serments, du 24 septembre 1965.

Art. 55 Disposition pénale

Celui qui, par des indications fausses ou incomplètes, ou de toute autre manière, obtient ou tente d'obtenir pour lui-même ou pour autrui, des prestations d'aide financière indues, sera puni, à moins d'encourir une peine plus sévère en vertu du code pénal suisse, d'une amende jusqu'à 20 000 F au plus.

Titre IV Dispositions finales et transitoires

Art. 56 Evaluation

¹ Les effets de la présente loi sont évalués par une instance extérieure et indépendante trois ans après son entrée en vigueur.

² Une évaluation ultérieure sera décidée par le Conseil d'Etat en cas de besoin.

³ Le Conseil d'Etat présente au Grand Conseil un rapport communiquant les résultats des évaluations.

Art. 57 Dispositions d'application

Le Conseil d'Etat édicte les dispositions nécessaires à l'application de la présente loi.

Art. 58 Clause abrogatoire

¹ La loi sur l'assistance publique, du 19 septembre 1980, est abrogée.

Art. 59 Entrée en vigueur

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 60 Dispositions transitoires

¹ La présente loi s'applique dès son entrée en vigueur à toutes les personnes bénéficiant des prestations prévues par la loi sur l'assistance publique, du 19 septembre 1980, ainsi qu'à toutes les personnes présentant une nouvelle demande.

² Avant le 1^{er} janvier 2008, les articles 43 à 47 ne seront applicables qu'aux personnes dont la demande d'asile a fait l'objet d'une décision de non-entrée

en matière passée en force, à l'exclusion des personnes dont la demande d'asile a été rejetée sur le fond.

Art. 61 Modifications à d'autres lois

¹ La loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève (LRGC), du 13 septembre 1985 (B 1 01), est modifiée comme suit :

Art. 200B, alinéa 2, lettre b (nouvelle teneur)

- b) à l'aide sociale individuelle sous toutes les formes prévues par la loi sur l'aide sociale individuelle, du ... (*à compléter*) ;

* * *

² La loi générale sur les contributions publiques (LCP), du 9 novembre 1887 (D 3 05), est modifiée comme suit :

Art. 377, lettre d (nouvelle teneur)

- d) les personnes qui sont de manière régulière au bénéfice des prestations financières prévues par la loi sur l'aide sociale individuelle, du ... (*à compléter*) ;

* * *

³ La loi de procédure fiscale, du 4 octobre 2001 (D 3 17), est modifiée comme suit :

Art. 12, alinéa 1 et lettre i (nouvelle teneur)

¹ Le département est autorisé à communiquer les renseignements nécessaires à l'application de la loi sur l'encouragement aux études, du 4 octobre 1989; de la loi sur l'orientation, la formation professionnelle, et le travail des jeunes gens, du 21 juin 1985 (3^e partie, titre I, chapitre II); de la loi sur la formation continue des adultes, du 18 mai 2000; de la loi d'application de la loi fédérale sur l'assurance-maladie, du 29 mai 1997; de la loi générale sur le logement et la protection des locataires, du 4 décembre 1977 (chapitre III); de la loi générale sur les contributions publiques, du 9 novembre 1887; de la loi d'application du code civil et du code des obligations, du 7 mai 1981; de la loi sur la statistique publique cantonale, du 11 mars 1993; du règlement d'application de diverses dispositions fiscales fédérales, du 30 décembre 1958; de la présente loi; de la loi sur les prestations cantonales accordées aux

chômeurs en fin de droit, du 18 novembre 1994; de la loi sur l'aide sociale individuelle, du (*à compléter*); de la loi sur les allocations familiales, du 1^{er} mars 1996; de la loi sur le service de l'emploi et la location de services, du 18 septembre 1992; de la loi sur les prestations fédérales complémentaires à l'assurance-vieillesse et survivants et à l'assurance-invalidité, du 14 octobre 1965, de la loi sur les prestations cantonales complémentaires à l'assurance-vieillesse et survivants et à l'assurance-invalidité, du 25 octobre 1968; de la loi relative à l'office cantonal des assurances sociales, du 20 septembre 2002; de la loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers, du 26 mars 1931; du règlement d'application de l'ordonnance du Conseil fédéral limitant le nombre des étrangers, du 25 septembre 2002; de la loi sur l'énergie, du 18 septembre 1986, respectivement :

- i) au personnel de l'Hospice général chargé de l'application de la loi sur les prestations cantonales accordées aux chômeurs en fin de droit, du 18 novembre 1994, et de la loi sur l'aide sociale individuelle, du ... (*à compléter*) ;

* * *

⁴ La loi d'application du code civil et du code des obligations (LACC), du 7 mai 1981 (E 1 05), est modifiée comme suit :

Art. 80, al. 1, lettre d, chiffre 13 (nouvelle teneur)

13° de la loi sur l'aide sociale individuelle, du ... (*à compléter*) (art. 12, al. 2 à 6);

Pétition (1573)

CASI : impossible

Mesdames et
Messieurs les députés,

Le projet de CASI est en contradiction avec le code de déontologie des assistant/es sociaux/les, code qu'ils/elles doivent respecter. De plus il apparaît dangereux pour les raisons suivantes :

– **Le CASI va créer des inégalités entre les bénéficiaires pour plusieurs raisons :**

Inégalités entre ceux qui ont la capacité de réaliser leurs objectifs et ceux qui ne peuvent pas faire de CASI ou qui échouent dans leur objectif; il y aura donc les bons et les mauvais pauvres.

Autre inégalité : le CASI pouvant être signé dans les trois premiers mois, les bénéficiaires ne seront pas logés à la même enseigne. Selon le mois au cours duquel l'assistant/e social/e aura fait signer le CASI, la différence au bout des 3 mois sera entre 0 F et 300 F.

Enfin, l'évaluation des objectifs des phases 1 et 2 étant plus de l'ordre de l'appréciation subjective (puisque basée essentiellement sur la confiance – l'objectif étant non mesurable), comment se traduiront financièrement les différences entre assistant/es sociaux/les ?

– **Le CASI**, qui pourrait être un outil d'accompagnement centré sur la spécificité de la personne et sa motivation propre, **devient dans ce contexte, un pur outil de contrôle.** *Il est le « bras armé » de l'application des normes CSIAS à Genève avec les suppléments d'intégration, et devient la seule porte d'entrée aux prestations d'aide sociale.*

– **Le CASI** n'est plus un « facteur dynamisant » comme on nous le laisse entendre : compte tenu de la baisse des barèmes, il est évident que les bénéficiaires vont avoir comme objectif d'augmenter leur revenu. L'argent sera au centre de la relation et **va pervertir la relation d'aide.**

– **Le CASI va engendrer de la violence** dans les relations entre assistant/es sociaux/les et bénéficiaires.

Enfin qu'en est-il du surcroît de travail pour les assistant/es sociaux/les et du surcoût engendré par ce projet (terrain et contrôle supplémentaire) ?

Les syndicats refusent le salaire au mérite, ils refusent une aide sociale au mérite.

Les assistant/es sociaux/les soussigné/es dénoncent le projet de CASI et demandent l'arrêt de son application dans les CASS et le retrait des références au CASI contenues dans la Loi sur l'aide sociale individuelle.

N.B. : 188 signatures
SIT et SSP/VPOD
M^{me} Delphine Bordier
Secrétaire syndicale
6, rue des Terreaux-du-Temple
1201 Genève

ANNEXE

Hospice général
 Direction générale
 Cours de Rive 12
 Case postale 3360
 1211 Genève 3


Nb enfants aidés dans dossiers financiers au 31.12.2006
Assistance publique

Groupe âge	Age précis	nb pers
< 1 an à 5 ans révolus	0	261
	1	274
	2	295
	3	271
	4	261
	5	310
Somme 0 à 5 ans révolus		1672
6 à 14 ans révolus	6	273
	7	239
	8	209
	9	224
	10	226
	11	206
	12	229
	13	208
	14	177
Somme 6 à 14 ans révolus		1991
15 à 17 ans révolus	15	180
	16	179
	17	158
Somme 15 à 17 ans révolus		517
Total Assistance publique		4180

RMCAS

Groupe âge	Age précis	nb pers
< 1 an à 5 ans révolus	0	26
	1	34
	2	34
	3	44
	4	42
	5	44
Somme < 1 an à 5 ans révolus		224
6 à 14 ans révolus	6	44
	7	54
	8	49
	9	54
	10	44
	11	41
	12	52
	13	42
	14	49
Somme 6 à 14 ans révolus		429
15 à 17 ans révolus	15	43
	16	41
	17	39
Somme 15 à 17 ans révolus		123
Total RMCAS		776

Assistance publique et RMCAS

Groupe âge	Age précis	nb pers
< 1 an à 5 ans révolus	0	287
	1	308
	2	329
	3	315
	4	303
	5	354
Somme 0 à 5 ans révolus		1896
6 à 14 ans révolus	6	317
	7	293
	8	258
	9	278
	10	270
	11	247
	12	281
	13	250
	14	226
	Somme 6 à 14 ans révolus	
15 à 17 ans révolus	15	223
	16	220
	17	197
Somme 15 à 17 ans révolus		640
Total Assistance & RMCAS		4956

Date de dépôt : 12 mars 2007

Messagerie

RAPPORT DE LA MINORITÉ

Rapport de M^{me} Anne Emery-Torracinta

Mesdames et
Messieurs les députés,

A l'occasion de l'examen de ces deux objets par le Grand Conseil, il est apparu qu'un amendement signé par des députés issus des rangs socialistes, verts, démocrates-chrétiens et MCG, allait vraisemblablement être accepté par une majorité du Parlement. Ce n'était sans doute pas concevable pour certains, d'où le renvoi en commission des deux objets précités...

Cet amendement avait pour objectif de permettre aux familles se trouvant à l'assistance d'obtenir un abonnement TPG pour leurs enfants. Rappelons qu'en janvier 2006, les bénéficiaires de l'assistance avaient vu certaines prestations supprimées, à savoir les forfaits vêtements et transports. Ces suppressions anticipaient partiellement l'application des normes CSIAS (Conférence suisse des institutions d'action sociale) intervenue en juillet.

Lors du débat en commission, le chef du Département a réfuté l'idée que l'adoption des normes CSIAS puisse avoir pour conséquence une baisse des prestations financières pour une majorité de bénéficiaires. Il a notamment rappelé qu'il existait des mesures incitatives et que l'une d'elle était un supplément mensuel de 200 francs pour les familles ayant à charge un jeune de 15 à 18 ans en formation.

Examinons donc les chiffres, en nous fondant sur les tableaux distribués par le Département à la commission des affaires sociales en février 2005 (annexe 1) et en février 2006 (annexe 2) :

Ce que reçoit une famille composée de 2 adultes sans revenus + 2 enfants âgés de 13 et 15 ans (hors loyer, assurance-maladie et frais médicaux)	2005 (par mois)	Dès le 1/7/2006 (par mois)
Entretien	2569	2054
Vêtements	270	–
TPG	198	–
Télécommunications	80	–
Prestations incitatives (qui ne peuvent excéder 850 francs pour un groupe familial ¹)	–	+ 200 si le jeune de 15 ans est en formation + 300 par adulte si l'objectif mensuel du CASI est atteint (+ 100 seulement à la signature du CASI ou si l'objectif se révèle impossible ou inapproprié)
Total	3117	Entre 2054 et 2854

¹ Ces données se trouvent dans la brochure de l'Hospice général Prestations d'assistance publique à Genève (en vigueur dès le 1/7/06).

Le constat est sans appel : une telle famille a vu ses prestations financières diminuer :

- dans le meilleur des cas, c'est-à-dire celui d'une famille « méritante » au sens de la LASI, qui « joue le jeu », la perte sera tout de même de 263 francs par mois ;
- et encore pas dès la demande (moins 1063 francs !), puisqu'il aura fallu attendre la signature d'un CASI (moins 663 francs !), puis l'atteinte d'un objectif, ce qui peut prendre quelques mois ;
- si le jeune de 15 ans n'est pas en formation, ou dans le cas d'une famille dont les deux enfants auraient 13 et 14 ans, par exemple, malgré l'atteinte des objectifs du CASI, la perte serait alors de 463 francs par mois !

En réalité, ce n'est que dans le cas où le bénéficiaire de l'aide sociale bénéficie d'un revenu que les nouvelles normes d'assistance, par le biais d'une franchise sur ce revenu, pourraient lui être plus favorables que par le passé. Mais, ne l'oublions pas, le problème de bien des bénéficiaires de l'aide sociale, c'est justement de ne pas avoir d'emploi ! Les chiffres donnés à la commission par l'Hospice général en novembre 2006² sont éloquentes : depuis juillet (introduction des normes CSIAS), 78% des nouvelles demandes d'aide financière concernaient des personnes sans activité lucrative. Quant aux plus de 5000 CASI alors déjà signés³, même si pour 54% d'entre eux l'objectif était la réinsertion professionnelle⁴, ce n'est que pour 28% des CASI que l'axe d'intervention prioritaire était l'obtention d'un emploi.

Reste que dans la mesure où le total des prestations incitatives ne peut dépasser 850 francs par groupe familial, on voit mal comment la situation actuelle serait financièrement plus favorable aux familles qu'en 2005. L'amendement proposé prend ainsi tout son sens.

En commission, il est toutefois apparu qu'une distribution systématique d'abonnements TPG à tous les enfants pourrait se révéler inutilement coûteuse pour l'Etat, chaque enfant n'en ayant pas forcément besoin. Après discussion, il s'est avéré que c'est surtout à partir de l'adolescence qu'un abonnement TPG se révèle utile, notamment dès l'entrée au Cycle d'Orientation. Conscients également que l'objectif de l'amendement n'est pas d'"arroser" systématiquement la tranche d'âge concernée, ses signataires ont proposé de procéder comme pour les bénéficiaires des prestations

² Hospice général, *Monitoring CSIAS*, novembre 2006.

³ Rappelons que le CASI a été introduit déjà en septembre 2005, sans base légale.

⁴ 36% pour la restauration de la personne et 10% pour la socialisation.

complémentaires à l'AVS et l'AI : moyennant une modique somme fixée par le Conseil d'Etat (actuellement de 60 francs par année), ces personnes peuvent obtenir un abonnement. Le principe d'une participation financière des familles permet de penser que celles dont les jeunes n'auraient pas l'usage d'un abonnement TPG n'en feront pas la demande.

Ainsi, après discussion sur l'article de loi qu'il convenait de modifier, il a été proposé de rajouter une lettre b) à l'alinéa 1 de l'article 25 :

Art. 25 Prestations à caractère incitatif et autres prestations circonstanciées (alinéa 1, nouvelle lettre b, l'actuelle lettre b devenant c)

¹ lettre b) Pour les enfants dès l'entrée au cycle d'orientation, un abonnement annuel Unireso, aux mêmes conditions que les bénéficiaires des prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse et survivants et à l'assurance-invalidité.

Combien de jeunes seraient-ils ainsi concernés ? Les chiffres donnés par le Département sont les suivants (dossiers financiers d'assistance et RMCAS, au 31/12/06) : 747 pour la tranche d'âge de 12 à 14 ans révolus ; 640 pour celle de 15 à 17 ans révolus, soit un total de 1397 jeunes.

En imaginant que tous ces jeunes demandent un abonnement annuel, le coût pour le canton sera donc de l'ordre de 545 000 francs au maximum⁵. Rappelons également que le budget 2007 voté par ce Parlement prévoyait 4 millions pour l'indexation des barèmes⁶, mais que le Conseil d'Etat n'a pas procédé à cette adaptation pour les bénéficiaires de l'assistance...

Quand on sait que les nouvelles normes d'assistance ont signifié une baisse des prestations pour la majorité des ayants-droits et que, de surcroît, ces dernières n'ont pas été indexées en 2007, cet effort en faveur des familles les plus démunies ne nous paraît de loin pas démesuré !

En conclusion, Mesdames et Messieurs les députés, nous vous invitons à accepter cet amendement, comme d'ailleurs ceux qui ont été annoncés dans le précédent rapport de minorité sur les mesures d'insertion et l'indexation des prestations.

⁵ Prix unitaire de l'abonnement : 450 – 60 (participation du bénéficiaire) ; coût total : $390 \times 1397 = 544\,830$ francs.

⁶ Voir p. 328 du Projet de budget 2007 (« livre bleu »), rubrique 07.14.29.00.

Pour ce qui en est de l'ensemble du projet de loi, nous nous référons au précédent rapport (PL 9676-A et P 1573-A) et à sa conclusion :

Selon l'exposé des motifs, avec la LASI « *il s'agit d'introduire une aide sociale dynamique et moderne permettant aux personnes aidées de renforcer leurs ressources et de retrouver ainsi leur autonomie, luttant ainsi contre l'exclusion et la pauvreté* »⁷. Le projet de loi qui vous est proposé atteint-il ces objectifs ? Malheureusement, nous pensons que non, les solutions proposées n'étant ni modernes (l'aide au mérite est une idée ancienne...), ni à même de lutter efficacement contre l'exclusion et la pauvreté.

C'est que, comme nous l'avons écrit en préambule, l'attitude face à la pauvreté reflète une vision globale du monde.

A bien des égards, celle proposée par la LASI s'éloigne de la vision que les socialistes se font de l'Etat social.

Parce que fondamentalement nous pensons qu'il faut d'abord s'efforcer de prévenir l'exclusion plutôt que de chercher ensuite à promouvoir la réinsertion. Pas seulement pour des raisons éthiques, mais aussi car l'expérience montre qu'il vaut mieux prévenir que guérir. La volonté de réinsérer les personnes ne doit pas économiser un effort sur l'amont afin d'éviter que les gens ne basculent dans des situations d'exclusion.

De plus, nous nous opposons à cette tendance qui consiste à remettre en question le principe de la solidarité de la société envers ses membres au profit exclusif de la responsabilité individuelle. Au-delà des pratiques engendrées ainsi qui peuvent être considérées parfois comme stigmatisantes ou humiliantes pour les bénéficiaires, n'y-a-t-il pas le risque de revenir à une forme d'aide qui relève plus de la compassion ou de la pitié que du droit ?

Enfin, nous estimons qu'une législation cohérente sur l'aide sociale ne peut se dispenser d'une réflexion sur l'implication de tous, notamment des employeurs qui ne peuvent se décharger systématiquement sur l'Etat des tâches qu'ils ne veulent ou ne peuvent plus assumer. A l'heure où nombreux sont ceux qui s'inquiètent d'une certaine perte du lien social, le rôle du législateur n'est pas de contribuer à l'amoinrir, mais bel et bien de chercher à le renforcer.

Pour toutes ces raisons, Mesdames et Messieurs les députés, les socialistes sont opposés au projet de loi tel qu'il est issu des travaux de la commission. Ils vous invitent donc à le rejeter.

⁷ Voir : <http://www.ge.ch/grandconseil/data/texte/PL09676.pdf> (page21)

4

Direction générale
 de l'action sociale
 Avenue de Beau-Séjour 24
 1206 Genève

ASSISTANCE PUBLIQUE
MONTANTS MENSUELS 2005

BAREMES (MONTANTS MAXIMAUX)	1 personne (1 adulte)	2 personnes (2 adultes)	3 personnes ¹⁾ (2 adultes + 1 enfant)	4 personnes ¹⁾ (2 adultes + 2 enfants)
Entretien	1'168	1'705	2'195	2'569
Télécommunications	70	80	80	80
Loyer	1'100	1'300	1'600	1'600
2) TOTAL 1	2'338	3'085	3'875	4'249
FRAIS PRIS EN CHARGE				
Vêtements	60	120	195	270
Transports	54	108	153	198
Primes assurance maladie ³⁾	411	822	927	1'032
Frais médicaux (prise en charge des franchises et participation) ⁴⁾	106	110	104	98
Autres frais complémentaires ⁴⁾	141	155	159	195
5) TOTAL 2	3'110	4'400	5'413	6'042
14.02.05				

1) Pour le ménage de 3 personnes, l'enfant est âgé de 13 ans. Pour le ménage de 4 personnes, les enfants sont âgés de 13 ans et de 15 ans.

2) TOTAL 1 = total qui ouvre le droit à une prestation d'aide sociale.

3) La prime d'assurance maladie correspond à la prime moyenne cantonale, soit 411 F pour un adulte et 105 F pour un enfant.

4) Pour les frais médicaux et les frais complémentaires, les montants correspondent aux dépenses moyennes constatées en 2000, selon la composition des ménages.

5) TOTAL 2 = total 1 + les aides complémentaires qui peuvent être allouées s'il y a ouverture du droit à une prestation.



NORMES CSIAS
MONTANTS MENSUELS 2006 : dès le 1er juillet 2006

BAREMES (MONTANTS MAXIMAUX)	1 personne (1 adulte)	2 personnes (2 adultes)	3 personnes ¹⁾ (2 adultes + 1 enfant)	4 personnes ¹⁾ (2 adultes + 2 enfants)
Entretien	960	1'469	1'786	2'054
Télécommunications	inclus	inclus	inclus	inclus
Vêtements	inclus	inclus	inclus	inclus
Transports	inclus	inclus	inclus	inclus
Loyer	1'100	1'300	1'600	1'600
Primes assurance maladie ²⁾	346	692	699	706
³⁾ TOTAL 1	2'406	3'461	4'085	4'360
FRAIS PRIS EN CHARGE				
Frais médicaux ⁴⁾	66	119	124	124
(prise en charge des franchises et participation)				
Autres frais complémentaires ⁴⁾	46	69	101	143
Supplément d'intégration moyen ⁵⁾	200	400	400	400
⁶⁾ TOTAL 2	2'718	4'049	4'710	5'027

23.02.2006

- 1) Pour le ménage de 3 personnes, l'enfant est âgé de 13 ans. Pour le ménage de 4 personnes, les enfants sont âgés de 13 ans et de 15 ans.
- 2) La prime d'assurance maladie correspond à la prime moyenne cantonale, soit 426 F pour un adulte et 107 F pour un enfant desquels sont déduits - pour le calcul du droit - les montants correspondant au subside partiel maximum, à savoir 80 F pour un adulte et 100 F pour un enfant.
- 3) TOTAL 1 = total qui ouvre le droit à une prestation d'aide sociale.
- 4) Pour les frais médicaux et les autres frais complémentaires, les montants correspondent aux dépenses moyennes enregistrées en 2004 selon la composition des ménages, dans le régime de l'assistance publique.
- 5) Le supplément d'intégration est, en principe, de 100 F à 300 F par personne adulte. Le montant moyen (200 F) a été retenu.
- 6) TOTAL 2 = total 1 + les aides complémentaires qui peuvent être allouées s'il y a ouverture du droit à une prestation.